

Agir avec la population rurale

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Hebamme : offizielle Zeitschrift des Schweizerischen Hebammenverbandes = Sage-femme suisse : journal officiel de l'Association suisse des sages-femmes = Levatrice svizzera : giornale ufficiale dell'Associazione svizzera delle levatrici**

Band (Jahr): **100 (2002)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-951439>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

nant qu'elle soit si répandue. Tout cela s'expliquant probablement par l'analphabétisation... des femmes notamment.

Pourquoi les autres causes présentent une résistance au changement?

- La conception de la femme et de son sexe est culturellement associée à du sale, de l'impur, cela se retrouve d'ailleurs dans d'autres continents... L'adaptation à un sexe féminin intègre est lente car elle sous-entend aussi sexualité et plaisir de la femme. À ce propos, la pression des hommes sur les femmes est grande en Afrique. Par l'excision, elles accèdent à un statut privilégié et sont conditionnées à un tel point qu'elles attendent ce moment. Entre elles, elles se sentent comme bonifiées si elles sont excisées, elles peuvent être fières par rapport aux autres qui ne le sont pas. Pour les ethnies où l'opération a lieu dans la petite enfance, la dimension initiation n'est pas valable, le tout-petit n'ayant pas conscience du sens de cette douleur atroce.
- Même si les chefs religieux reconnaissent que cette mutilation n'est pas justifiée, il est difficile de changer les mentalités parce que ces coutumes sont anciennes.

Comment permettre le changement?

Il est certain que ce changement doit venir des Africains eux-mêmes. L'Occident n'a pas le monopole de cette réflexion, elle serait même mal venue, dans notre civilisation où la famille et les mœurs sont en grosses difficultés!

La meilleure prévention reste l'information sur le corps et l'intégrité de celui-ci pour faire prendre conscience aux femmes elles-mêmes qu'elles sont victimes de véritables mutilations. De nombreux programmes d'information et d'hygiène ont été mis sur pied un peu partout en Afrique. La plupart du temps, après de nombreuses discussions, les femmes réagissent spontanément en s'opposant aux pratiques ancestrales.

Les changements mettent du temps en Afrique, s'ils sont trop rapides et qu'on ne prend pas le temps d'en discuter longuement, ils seront négatifs pour la structure familiale et sociale.

Et enfin, que chacun prenne le temps de regarder aussi dans «son assiette». Quand on voit le taux d'épisiotomies trop systématique de bien des pays dit civilisés, cela donne à réfléchir... Vous avez dit «mutilation sexuelle»? ◀

Projet au Tchad

Agir avec la population rurale

L'excision est encore une pratique traditionnelle au Tchad et particulièrement dans le département du Mandoul, à l'extrême sud du pays. Dans cette région, peuplée par 120 000 habitants, appartenant à l'ethnie Sara, de confession chrétienne, l'excision des jeunes filles est systématique. Un projet de sensibilisation vient d'être lancé par un groupement local pour abolir ces pratiques, soutenu par une association suisse.

L'EXCISION en pays sara constitue un rite initiatique, accompagné de cérémonies, que subissent simultanément une cinquantaine de filles; ce rite marque le passage au statut de femme.

Même si le ministère de la santé interdit les mutilations sexuelles dans les structures de santé et manifeste son intention de soutenir la lutte des associations dans ce domaine, le département reste sous le poids de cette pratique traditionnelle néfaste pour la santé de la femme.

Un projet simple, mais réaliste

Depuis quelques années, un groupement, l'Association Jeunesse Anti-Clivage (AJAC) est passé à l'action. Cette association locale a notamment pour objectifs de contribuer à la protection des groupes vulnérables: les minorités, les femmes et les enfants. L'AJAC a conçu un projet de lutte contre les mutilations génitales féminines, basé sur la sensibilisation, et a déjà organisé des conférences-débats sur le sujet, animés par la sage-femme responsable de la maternité de Koumra qui est fortement impliquée dans cette initiative. Le projet de sensibilisation en milieu rural, où l'excision sévit davantage, est la suite logique de cette lutte contre la violation de l'un des droits fondamentaux de la femme: son intégrité.

L'AJAC a prévu un projet en 3 phases:

1. Information/formation des personnes clé: exciseuses, chefs coutumiers, représentantes des groupes féminins, animateurs du centre de formation professionnelle rurale, membres de l'association des Filles-Mères de Koumra, responsables religieux. Il s'agit de définir, avec les participants, des stratégies efficaces de sensibilisation en milieu rural.
2. Sensibilisation de la population dans les différents villages.
3. Evaluation.

A la fin de la première phase, les participants regagneront leurs localités respectives et constitueront des relais communautaires formés aux techniques d'animation et prêts à démarrer la sensibilisation dans les villages à tous les niveaux: réunions communautaires, avec les exciseuses, églises, débats dans les groupements féminins, écoles, familles...

Le programme de formation a été conçu avec la collaboration de la sage-femme responsable de la maternité, elle-même ayant été formée à la lutte contre l'excision. La formation est assurée par quatre intervenants: la sage-femme, le médecin-chef du district, un sociologue et un membre de l'AJAC. Il s'agit donc d'un projet qui peut être mis en place dans sa totalité par du personnel local; néanmoins, et malgré l'appui de l'autorité religieuse et sanitaire, il n'avait pas pu démarrer par manque de fonds. Le budget prévisionnel est d'environ 8200 francs suisses.



Photo: UNICEF

On estime que plus de 2 millions de fillettes et de jeunes femmes sont menacées chaque année de mutilations génitales féminines (MGF).

Conçu à petite échelle par des travailleurs du terrain en contact avec les réalités locales, ce projet peut être mis en œuvre rapidement et changer ainsi positivement, à court ou à long terme, la vie des jeunes filles de cette communauté.

Vivere est une jeune association à but non-lucratif, confessionnellement neutre, née en 1999 à Lausanne. Elle regroupe des membres de plusieurs horizons professionnels, dont la plupart ont travaillé dans des pays en voie de développement.

Vivere est active dans plusieurs autres projets, mis en œuvre par de petites entités locales: par exemple à Madagascar (centre de récupération nutritionnelle pour des enfants d'un bidonville d'Antananarivo), ou au Maroc (sauvegarde de mères seules avec enfants à charge, lutte contre l'abandon de nouveaux-nés).

Pour le projet du Tchad, il manque encore 6900 francs pour continuer la campagne de sensibilisation...

Vivere, av. d'Yverdon 7, 1004 Lausanne. Tél. 021 626 12 60. Courriel: mike.hoffman@bluewin.chm CCP 17-709 738-6, mention MGF Tchad.

Association à but non lucratif régie par les articles 60 et suivants du code civil suisse, politiquement et confessionnellement indépendante.

Convaincue de la nécessité d'un tel projet, l'association suisse Vivere (voir encadré) s'est engagée à en trouver le financement.

Les exciseuses s'engagent

La première phase de ce projet a eu lieu les 26 et 27 septembre a rassemblé 41 personnes provenant de 6 localités, dont les chefs coutumiers et les exciseuses. Les responsables de l'AJAC sont très optimistes car le Chef suprême coutumier est intervenu à la fin de la séance pour s'exprimer en faveur de l'abandon de l'excision. La réponse des exciseuses est aussi très encourageante puisqu'elles seraient prêtes à abandonner cette pratique pour autant que des mesures d'accompagnement leur permettent d'assurer leur subsistance, (il s'agit souvent de veuves).

La deuxième phase du projet (sensibilisation de la population) a déjà été lancée dans deux localités, à l'occasion d'une rencontre des chefs de village. Mais elle ne commencera réellement que dans quelques semaines, dès que l'équipe sur place recevra les fonds qui manquent encore. Ce projet est le signe tangible, concret, que l'évolution de pratiques mutilantes vers un meilleur respect de l'intégrité féminine est rendue possible par l'association de forces progressistes sur le terrain avec une petite association suisse, conçue pour s'engager en faveur de telles causes.

Témoignages

Les parents de **Zainab**, aujourd'hui âgée de 22 ans, ont émigré dans un pays européen. Elle apporte le témoignage suivant: «C'est ici que je suis née et que j'ai été élevée, que j'ai vécu toute ma vie, que j'ai été à l'école et au lycée. J'avais huit ans quand j'ai été infibulée. Mes deux sœurs, ma mère et moi sommes retournées voir notre famille dans notre pays d'origine. Je pensais qu'on allait en vacances. De toute façon, on ne nous a pas dit tout de suite qu'on allait être infibulées, mais un peu plus tard on nous l'a dit. La veille du jour prévu, une autre fillette est décédée des suites d'une infibulation. Nous étions terrorisées à l'idée de connaître le même sort. Mais pour nos parents il s'agissait d'une obligation à laquelle il fallait se soumettre, et nous avons obéi. Nous nous sommes débattues. C'était terrible. Nous croyions vraiment que nous allions mourir de douleur parce que tout se faisait sans anesthésie. Des femmes nous immobilisaient. Une me tenait la bouche pour m'éviter de crier, deux autres le torse et deux autres les jambes. C'est le seul moyen d'y arriver.

Après l'infibulation, on nous a lié les jambes et c'était comme s'il fallait réapprendre à marcher. On devait essayer d'aller aux toilettes et si on ne pouvait pas uriner pendant les dix jours qui suivaient, cela voulait dire que quelque chose n'allait pas et qu'on risquait de mourir. Il faut croire que nous avons eu de la chance, car nous nous sommes remises petit à petit et nous ne sommes pas mortes comme l'autre fille. Mais le souvenir et la douleur ne s'effacent jamais vraiment. J'étais vraiment très jeune vous savez, que pouvais je faire? (...) Je ne pense pas que je pourrais me marier. Je me dis toujours: «Il va falloir qu'on m'ouvre à nouveau et que je subisse encore cette opération. Je ne veux même pas penser au mariage.»

Om Gad vient d'un village à la campagne. Elle a été circoncisée (ablation du clitoris) à l'âge de neuf ans. Une grande fête avait été organisée. Elle a eu «un peu peur», mais n'en garde pas un souvenir traumatisant. Elle est même aujourd'hui une militante convaincue. «La circoncision est indispensable. Je ne sais pas pourquoi, mais c'est une tradition. Chez une femme, ces parties grandissent avec l'âge. La coutume nous a été transmise par nos grands-parents, et leurs grands-parents avant eux et par ceux que nous ne connaissons même plus. Nous sommes arrivées dans un monde où cette coutume existait déjà. C'est ainsi, mon peuple le fait et je dois faire comme lui.»